

eco

EDITION FRANCOPHONE



EDITION FRANCOPHONE

ABONNEZ-VOUS !

GRATUITEMENT ►

ECO est publié par les ONG. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP18 / MOP8 à Doha. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations :

envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org ou consulter le site www.rac-f.org et sur Twitter [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

NE RIEN LÂCHER SUR LES PERTES & DOMMAGES

ECO pensait ne pas avoir à remettre cela sur la table mais les négociations ne nous ont pas laissé le choix. A deux jours de la clôture de COP18, ECO va continuer à se battre pour un accord pour que les *Pertes & Dommages* reçoivent la considération politique qu'ils méritent.

Se voiler la face par rapport à la réalité du changement climatique n'est pas une option valable et ne fera que repousser à plus tard l'inévitable. Alors, prenons le sujet à bras le corps et agissons ! ECO met cartes sur table pour une dernière impulsion.

1. Quand, ici à Doha, tous les pays en développement appellent à l'établissement d'un mécanisme international pour s'atteler au problème des Pertes et Dommages, les Ministres devraient réagir et prendre une décision maintenant. Jour après jour, cela devient plus urgent alors que les im-

pacts du changement climatique deviennent de plus en plus grave du fait de notre échec à réduire nos émissions.

2. Approuver et promouvoir la continuation du programme de travail de Pertes & Dommages. Il s'agit d'un outil vital dans l'évaluation et la réflexion sur les Pertes & dommages, en particulier en ce qui concerne les phénomènes à évolution lente. Il facilitera également les discussions à venir sur l'arrangement institutionnel du mécanisme international – alors faisons-en clairement une priorité pour les actions futures.
3. Un très important dernier point : Doha a besoin d'être une référence et un succès dans la discussion sur Pertes & Dommages. Partir du QNCC sans direction ou plan d'action clair aura des conséquences insurmontables.

Etre ou ne pas être...digne de la COP19

ECO n'a rien contre la Pologne en tant que destination touristique. C'est un pays charmant, avec un hiver froid mais des gens chaleureux et sympathiques. Mais ce n'est vraiment pas le lieu pour accueillir la COP19. Organiser une COP nécessite de travailler activement à l'atteinte d'un accord sérieux basé sur l'intégrité environnementale et la flexibilité. Les pays organisateurs doivent être assez flexibles pour laisser de côté leurs intérêts nationaux et prendre en compte ceux de l'ensemble des pays, et trouver des compromis acceptables et constructifs. La Pologne n'a pas témoigné récemment de cette habilité à être flexible pour le bien

commun et l'intégrité environnementale. Pologne, l'acceptation de la suppression de l'ensemble de l'air chaud après la seconde période d'engagement serait la meilleure manière de montrer au monde entier que vous comprenez la véritable signification et les objectifs de ce processus.

Dans le cas contraire, nous viendrons et nous visiterons quand même, mais nous le ferons pendant les vacances et nous chercherons une autre Présidence qui contribuera vraiment à l'objectif ultime de la COP, qui – pour rappel – est de limiter le réchauffement global en deçà de 2°C.

Financements : « Continuation » ou engagement ?

Compte tenu de l'accroissement des impacts du changement climatique, il est temps pour les pays développés d'augmenter la finance climat plutôt que de s'en détourner. Sécheresses, tempêtes et vagues de chaleur : toutes demandent une action climatique – et l'action requiert des financements. Les pays en développement ne peuvent survivre sans action.

Pourtant, plusieurs pays développés semblent peiner à s'engager. Et ils se cachent maintenant derrière des mots ambigus. Quand vous appliquez le mot « *continuation* » à la finance climat, cela peut paraître satisfaisant au premier abord ; mais en y regardant de plus près, vous réalisez que « *continuation* » ne dit pas à quelle hauteur vous devez continuer : \$10? \$25? \$1,000? Quelques pays européens ont promis des financements pour la période à venir, mais où sont les autres pays développés – comme les Etats-Unis, le Japon, le Canada ou l'Australie? Il serait approprié que ces pays, et d'autres, joignent cet engagement financier. C'est pourquoi il est insuffisant de se reposer simplement sur quelques pays, nous avons besoin que tout le monde s'engage conjointement dans une décision à Doha.

Si vous quittez Doha sans cette décision commune, l'engagement d'atteindre 100 milliards de \$ par an d'ici 2020 risque de devenir un rêve inatteignable, mettant en péril le succès de l'ADP ainsi la survie des plus pauvres et vulnérables dans le monde.

A LA POURSUITE DE L'ÉQUITÉ

ECO souhaite rappeler qu'intégrer le principe d'équité dans le régime climatique est la condition de tout résultat juste et ambitieux. Alors que les Parties se sont exprimées sur la manière d'opérationnaliser l'équité, ce sujet a disparu des textes.

ECO pense qu'il serait assez facile de mesurer, rendre compte et vérifier le manque de volonté politique. C'est le vrai problème de ces négociations, comme le montre le faible langage obtenu sur l'équité dans les derniers textes des présidents, et du LCA, et de l'ADP. Et cela envoie un signal très négatif aux zones du monde qui se battent chaque jour pour survivre face aux adversités des impacts climatiques.

Et pourtant, des concepts innovants et transformateurs sont disponibles. Récemment, la Belgique et la Suède ont organisé une réunion riche et interactive avec des experts et d'autres parties prenantes à Bruxelles. En effet, les idées discutées lors de cet atelier sont pertinentes et peuvent être adaptées au format des négociations. Encore une fois, le message des participants était clair : ce qu'il nous manque, ce ne sont pas les idées, mais plutôt un manque généralisé de volonté politique.

Redonner un nouvel élan suppose notam-

ment d'essayer des approches créatives. A Bruxelles, par exemple, un échange de vues ouvert a permis de créer de la confiance et d'ouvrir un vrai espace de dialogue.

Avant de quitter Doha, les négociateurs doivent s'assurer qu'un espace pour des discussions sur l'équité est sécurisé dans un programme de travail dédié. C'est crucial pour aller vers un résultat juste, ambitieux et contraignant en 2015. ECO a sans cesse rappelé le besoin de prendre en charge le sujet de l'équité de manière à cadrer et finalement opérationnaliser ce principe dans les différents éléments de la négociation. Rappelons-nous la COP17, où l'Inde avait défendu ce sujet de l'équité et avait joué un rôle majeur dans la finalisation du paquet de Durban.

Mais maintenant, les progrès obtenus dans les tables-rondes ADP de Bangkok ont été mis de côté dans les discussions de Doha jusqu'à aujourd'hui. Pour être clair, le principe d'équité doit être discuté pour le faire avancer et remplir l'ADP avec du contenu et des enjeux d'opérationnalisation. Sinon, rien ne se fera sur l'équité et on manquera à nouveau d'ambition. Pour le dire clairement : il n'y aura pas d'ambition sans équité – et pas d'équité sans ambition.

Appel aux 3/4 pour en finir avec l'air chaud

Le Protocole de Kyoto (PK) est un traité démocratique et consensuel. Lors de l'adoption de tout amendement, les procédures du PK tentent de satisfaire tout le monde via un effort de recherche du consensus.

Mais lorsqu'un ou quelques pays bloquent le processus, le PK permet également d'adopter « *en dernier recours* » un amendement à la majorité des 3/4. Lorsque les exigences minimales ont été requises – les amendements ne peuvent bien évidemment être appliqués qu'aux pays qui acceptent – dans le cas contraire, ils ne peuvent pas bénéficier de ce que le nouveau PK amendé peut leur apporter.

Concernant l'air chaud, par exemple, cela signifie que si la Russie décidait de ne pas accepter ou ratifier un amendement qui supprimerait 13 Gt d'air chaud, elle conserverait ses crédits supplémentaires mais ne pourrait pas les vendre. Dans ce cas, les pays qui auraient ratifié un tel amendement pour la seconde période, ce qui leur aurait accordé l'accès aux mécanismes du PK, avec leurs nouveaux QELROS inscrits dans l'Annexe B, n'accepteraient pas d'acheter cet air chaud.

Fossile du Jour



La première place du Fossile revient aux Etats-Unis. Les populations les plus pauvres et les plus vulnérables, et les écosystèmes fragiles sont déjà frappés par les impacts dévastateurs du changement climatique. Ce sont eux les première victime alors qu'ils en sont moins responsables. A cause de l'inaction actuelle et passée des pays développés, nous vivons la plus violente injustice de notre temps. Une faible ambition de réduction et un faible soutien pour l'adaptation implique de lourdes pertes et dommages dans les pays en développement.

Etablir un Mécanisme International des Pertes et Dommages ici à Doha est vital pour s'assurer qu'une réponse est apportée aux impacts du changement climatique. Cependant, les Etats-Unis, soutenus par l'Australie et le Canada, sabordent la question en poussant pour que la question des pertes et dommages soit traitée sous le programme de travail de Nairobi et par le comité d'adaptation.

Ici à Doha, toutes les Parties – y compris les Etats-Unis – doivent apporter leur soutien à la proposition du G77, de la Chine, des OASIS, du groupe Afrique et des PMA pour établir un Mécanisme international des Pertes et Dommages et continuer le travail.

La seconde place du Fossile va au Japon pour son inaction. Le Japon a renoncé à son engagement de réduction de 25% d'ici 2020 (par rapport à 1990) lors des discours des Ministres. En fait, le Ministre n'a précisé aucun objectif. Aucun engagement.

Le Japon a complètement ignoré la discussion clé ici à Doha, qui est : comment hausser l'ambition pour garder le réchauffement sous les 2°C ? Pas d'urgence.

De plus, le Japon n'a fait aucune promesse de financements climat depuis des années, alors qu'ils sont cruciaux. Pas d'argent.

Aucun engagement, pas d'urgence, pas d'argent. Le Japon ne vole pas sa seconde place du Fossile pour tirer vers le bas ces négociations et n'avoir que « *Non, non, non* » à la bouche.

Sur un sujet similaire, ECO rappelle aux Etats membres de l'UE – et le Parlement Européen approuve – que sous les traités européens, leurs positions communes sur des sujets environnementaux peuvent être décidées par un vote à la majorité qualifiée.

En ce qui concerne Doha, cela signifie que les ministres d'une coalition de pays progressifs peuvent pousser l'UE à passer d'une attitude lâche et attentiste à un soutien dynamique à la suppression d'une part importante du gigatonne gap. Si cela se passe, et si la Pologne (et d'autres pays dans la même veine) refusent de ratifier la seconde période du PK, ils ne pourront pas bloquer l'ensemble de l'UE.

REMERCIEMENTS

Cet ECO a été réalisé avec l'aide financière du ministère français de l'écologie (MEDDE). Le contenu relève de la seule responsabilité de Réseau Action Climat et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ce partenaire. Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction et à la traduction de ce numéro : Sarah Fayolle, Vanessa Laubin, Marc Mossalgué et Marion Richard.